

Violences conjugales : Vie Féminine salue le travail de la CIM Droits des femmes sur le « Pack Nouveau départ »

Communiqué de presse

Ce mardi 23 avril, la Conférence interministérielle (CIM) Droits des femmes a clôturé ses travaux. La Secrétaire d'État à l'égalité des genres, à l'égalité des chances et à la diversité, Marie-Colline Leroy, qui présidait la CIM ces derniers six mois, a notamment présenté la proposition d'un « pack nouveau départ » : « une mesure novatrice, soutenue par 10 ministres fédéraux et des entités fédérées. Ce pack vise à apporter une réponse coordonnée et rapide aux femmes victimes de violences quand elles doivent quitter un conjoint violent. Ce pack comprend une aide financière d'urgence, une aide juridictionnelle de qualité, gratuite ou à moindre coût, une aide psychologique, une information sur les outils disponibles en termes de protection, et des attentions spécifiques en matière d'emploi. »

Vie Féminine salue le travail mené en CIM et se réjouit de voir que sa proposition d'un « pack reconstruction » ait été mise au travail et débouche sur une réelle proposition de politique publique de soutien à la reconstruction des victimes. En 2023, Vie Féminine avait en effet publié une étude sur la réparation et la reconstruction des victimes de violences conjugales, toujours accessible sur notre site, et formulé une série de revendications à ce sujet dont la mise en place d'un « Pack Reconstruction ».

La CIM Droits des femmes laisse aujourd'hui ses propositions dans les mains du prochain gouvernement. Vie Féminine, aux côtés de toutes les associations féministes, veillera à l'élaboration d'un nouveau plan d'action national contre les violences (PAN), qui aurait toujours pour boussole la Convention d'Istanbul et s'appuierait sur une concertation solide avec les actrices de la société civile. Nous veillerons particulièrement à rendre ce « pack nouveau départ » incontournable dans le futur PAN. Nous appelons d'ores et déjà les partis qui se mettront autour de la table des négociations à faire des droits des femmes un enjeu central d'un éventuel accord de gouvernement. Nous ne tolérerons aucun marchandage ni recul sur nos droits !

